

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2799 - JEUDI 29 DÉCEMBRE 2016

Congo-Italie

Vers un accord-cadre pour la formation de l'élite congolaise

Dans le cadre de leur coopération bilatérale, le Congo et l'Italie entendent mettre sur pied un cadre de coopération pour former les étudiants congolais dans les universités italiennes. Au cours d'une rencontre, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua et l'ambassadeur d'Italie au Congo, Andrea Mazzella ont évoqué l'intérêt de cet accord-cadre pour, disent-ils, formaliser la coopération entre les Universités congolaises et italiennes.

« Nous voulons renouer avec les pratiques du passé pour obtenir plus de bourses italiennes qui ne sont pas nombreuses actuellement. Nous avons aujourd'hui des besoins énormes pour notre pays, notamment en médecine, en ingénierie, en agronomie, en mines et pétrole », a précisé le ministre de l'Enseignement supérieur. **Page 7**



Andrea Mazzella et Bruno Jean Richard Itoua

Infrastructures scolaires

Le ministre Collinet Makosso indigné par la surfacturation des travaux



Anatole Collinet Makosso et sa suite lors de la visite des chantiers à Pointe-Noire

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabetisation, Anatole Collinet Makosso, qui a visité des chantiers en cours de réalisation à Pointe-Noire et dans le département du Kouilou, a fustigé la facturation de commandes de

l'État. « Les opérateurs à qui nous confions ces missions exagèrent un peu dans leur évaluation et généralement, on est surpris de constater que l'État a englouti d'importantes sommes d'argent pour la construction ou la réhabili-

tation des établissements scolaires, mais quand vous allez sur le terrain, les réalisations que vous trouvez ne correspondent pas avec l'investissement qui a été réalisé », s'est-il plaint, avant de promettre des changements. **Page 15**

Cours des matières premières

Le pétrole en légère hausse en cette fin d'année

Les cours du pétrole ont monté mardi pour finir au plus haut de l'année, les échanges restent limités en pleine période de fêtes, mais l'optimisme perdure sur la réduction de production prévue par l'Organisation des pays producteurs de pétrole.

Le prix du baril de « light sweet crude », référence américaine du brut, a pris 88 cents à 53,90 dollars sur le contrat pour livraison en février au New York Mercantile Exchange (Nymex), un niveau sans précédent depuis l'été 2015. **Page 12**

Réforme foncière

Les géomètres appelés à redorer le blason de leur profession

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a invité le 28 décembre à Brazzaville, les géomètres à travailler dans le respect de la déontologie afin de redorer l'image de leur corporation, ternie par certaines mauvaises pratiques.

« Il est de bon aloi que la profession que vous représentez

évalue sa contribution dans le développement du Congo. Le géomètre-expert a une obligation de dignité, d'indépendance et de prudence », a-t-il lancé. **Page 15**

ÉDITORIAL

Bilan 2016 (3)

Page 2

ÉDITORIAL

Bilan 2016 (3)

Le troisième volet du bilan de l'année qui s'achève est, de loin, le plus positif puisqu'il concerne la politique extérieure et la diplomatie du Congo. Autant, en effet, les deux premiers – volet politique, volet économique et social – apparaissent contrastés, autant le troisième est tout à la fois indiscutable et indiscuté puisque 2016 a confirmé de façon claire que notre pays joue un rôle éminent dans la prévention et la gestion des crises qui menacent ou secouent l'Afrique centrale.

La médiation officielle assurée ces dernières années par notre président, Denis Sassou N'Guesso, a permis à la République Centrafricaine de retrouver un certain calme ; et même si la paix intérieure de ce pays frère n'est pas encore assise sur des bases solides, son peuple a retrouvé l'espoir qu'il avait perdu. Dans un environnement très différent il en va de même avec la République démocratique du Congo qui n'est pas encore assurée de passer dans le calme la fin de cette année 2016 mais qui a évité jusqu'à présent le pire grâce à l'intervention de l'Église catholique et grâce aux conseils que le même Denis Sassou N'Guesso n'a pas cessé de prodiguer à ceux et celles, fort nombreux, qui traversaient le fleuve pour parler avec lui de cette question.

Le travail de fond ainsi accompli a eu comme conséquence que l'Union Africaine a demandé ces dernières semaines au chef de l'État congolais de présider le Comité de haut niveau constitué en son sein pour ramener la paix en Libye. Il a du même coup placé notre pays au cœur du mécanisme qui permettra peut-être, sans doute même, de corriger les erreurs dramatiques commises par les puissances occidentales lorsque, ne tenant aucun compte des conseils qui leur étaient donnés par les dirigeants africains, elles ont mené les opérations ayant conduit à l'assassinat, il y a cinq ans, de Mouhammar Kadhafi.

Ajoutons à ce qui précède, pour faire bonne mesure, que la lutte pour la protection de la nature figurant en bonne place dans notre diplomatie, le Congo est aujourd'hui perçu à juste titre comme l'un des grands acteurs de la politique écologique mondiale. Il en fera la démonstration spectaculaire lors de la conférence sur le « Fonds Bleu du Bassin du Congo » qui se tiendra à Oyo avant la fin du premier trimestre 2017. (à suivre)

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENT

Le budget de l'Etat 2017 sera examiné aujourd'hui

A l'occasion des sessions extraordinaires, qui se sont ouvertes le 28 décembre au palais des congrès de Brazzaville, au niveau des deux chambres du Parlement, les présidents des deux institutions ont annoncé que le budget de l'Etat de l'année 2017, principale affaire de cette réunion, sera examiné et adopté le jeudi 29 décembre.

Le président du Sénat, André Obami Itou a rappelé aux sénateurs la nécessité de doter le pays, chaque année, d'un nouveau budget pour permettre, a-t-il dit, au Congo de réaliser des projets structurants et autres d'intérêt socio-politico-économique.

De son côté, le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba, a appelé les députés à pouvoir s'assurer de la sincérité des prévisions budgétaires et d'opérer des arbitrages qui s'imposent dans le souci d'intégrer les préoccupations des populations dans les stratégies du gouvernement, lors de l'adoption du projet de loi de finances exercice 2017. Par ailleurs, Justin Koumba a indiqué que : « dans un contexte de récession de notre économie, il nous faut avoir le budget de l'Etat qui n'est autre qu'une approche certes comptable, mais également économique et prospective ». Il ne fait aucun doute, a-t-il ajouté, que les enjeux éco-

nomiques du Congo demeurent permanents. En dépit des efforts régulièrement consentis par le gouvernement, a-t-il renchérit, les infrastructures routières, les secteurs éducatifs, de la santé et de la culture apparaissent comme des défis qu'il faut toujours relever. « L'économie congolaise souffre d'une très faible diversification et d'une forte dépendance au secteur pétrolier. La consolidation d'une économie hors pétrole reste incontournable si l'on veut créer les bases d'une économie solide nécessaire au développement du pays et à l'élévation du niveau de vie de l'ensemble des Congolais », a-t-il conclu.

Roger Ngombé

JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE

Le MCDJU entend valoriser un partenariat avec le ministère de la Jeunesse

Le Mouvement congolais pour la démocratie d'une Jeunesse-Unie s'inscrit dans un vaste programme pour lequel il entend développer des pistes stratégiques pour accompagner le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique dans toutes ses actions.

L'annonce a été faite le 23 décembre par son président fondateur, Lyoche Oloumbi, au terme d'un entretien qu'il a eu avec la ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Destinée Hermella Doukaga. « Depuis très longtemps, nous suivons Madame la ministre. On la soutient dans toutes ses actions. Nous avons trouvé un compromis. Avec le temps nous verrons comment les choses marcheront ». Destinée Hermella Doukaga s'est également entretenue avec la délégation de l'Union libre des étudiants de la Faculté de droit (L'ULEFD), conduite par son président, Amour Anaclef Singou. Les deux interlocuteurs ont fait le point des préparatifs de la Journée culturelle des étudiants de la Faculté de droit. Ils ont par ailleurs, évoqué la



Destinée Hermella Doukaga s'entretenant avec Lyoche Oloumbi/photo adiac

situation de crise qui sévit entre les Facultés de droit, des Sciences et techniques et les élèves du Lycée Savorgnan de Brazza. La ministre de la Jeunesse a immédiatement rassuré le président fondateur de l'ULEFD et s'est dit prête à les accompagner dans la résolution de ce quiproquo. « Nous avons choisi le ministère

de la Jeunesse parce que c'est lui qui est mieux placé pour gérer les affaires qui minent la jeunesse congolaise sans pourtant tenir compte de certaines appartenances, peu importe, que ce soit ceux qui sont élèves, ou ceux qui ne le sont plus. Nous accompagnons les actions».

Guillaume Ondzé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de

service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustik Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430,

commune de la Gombe /
Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhbas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZIB..

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DIALOGUE DE SIBITI

75% de recommandations exécutées à ce jour

Le Comité ad'hoc de suivi des recommandations du dialogue national 2015 a fait, le 28 décembre à Brazzaville, l'évaluation à mis parcours de la mise en œuvre des recommandations du dialogue de Sibiti. Il ressort que sur les douze recommandations, neuf ont pu être mises en œuvre, soit un taux d'exécution estimé à 75%.

En ce qui concerne la gouvernance électorale, selon le Commissaire général du Comité de suivi des recommandations du dialogue national 2015, Dominique Basseyla, des efforts considérables ont été accomplis. Au nombre des points exécutés sur ce volet, on note entre autres, le changement de la CONEL en Commission nationale indépendante (CNEI), organe indépendant, jouissant d'une autonomie administrative et financière renforcée ainsi que l'usage désormais, du bulletin unique, expérimenté lors du scrutin présidentiel du 20 mars 2016.

Il faut ajouter sur cette liste,



Dominique Basseyla à gauche

poursuit Dominique Basseyla, l'exclusion des autorités locales, notamment les préfets, sous-préfets, maires, administrateurs-maires comme présidents des Commissions locales d'organisation des élections ; le renforcement des capacités des personnels et acteurs électoraux et l'implication des médias dans le processus de déroulement des élections.

Toujours sur la gouvernance électorale, le Comité de suivi a

précisé que trois recommandations n'ont pu être mises en application, à savoir le découpage électoral ; l'établissement de la carte biométrique et le financement des campagnes électorales.

S'agissant de la réforme des institutions, le Comité de suivi a relevé avec satisfaction, l'institutionnalisation des valeurs

du dialogue et du partage, avec la création du Conseil national du dialogue ainsi que d'autres conseils consultatifs, conformément aux articles 227 et 229 de la Constitution du 25 octobre 2015. Il a cité aussi entre autres décisions mises en œuvre, la fixation de l'âge de la participation à l'élection présidentielle à 30 ans minimum ; la fixation

de la durée du mandat à 5 ans renouvelable ainsi que la reconnaissance du statut de l'opposition politique, dont le projet de loi vient d'être voté à l'Assemblée nationale.

Le ministre Commissaire général du comité de suivi des recommandations du dialogue national de Sibiti 2015, Dominique Basseyla a ainsi invité tous les Congolais à la prise de conscience. « *Le Comité ad'hoc de suivi des recommandations du dialogue national 2015 invite tous les acteurs politiques et les Congolais, quelle que soit leur obédience politique et religieuse, à prendre place dans le navire de la nouvelle République, tout en reconnaissant les libertés de croyance et de conscience comme le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion* », a-t-il conclu.

Firmin Oyé

PDARP

1,4 milliard FCFA comme budget pour les quatre prochains mois

La 18ème réunion du comité de pilotage du Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdar) a arrêté le 21 décembre, à la somme de 1,4 milliard FCFA le budget dudit projet pour les quatre prochains mois à venir. La réunion qui a été dirigée par le coordonnateur du Pdar, Isidore Ondoki a en outre adopté un plan de travail pour la même période. Pour les mois à venir, le Pdar exécutera 17 principales activités. Ces activités doivent être réalisées d'ici le 30 avril, date prévue pour la clôture dudit projet, à savoir : apporter un appui au ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche notamment en le dotant de quelques matériels informatiques et de bureaux ; au niveau de la composante 2 – entretenir et réhabiliter les pistes rurales, mais aussi procéder à la construction des infrastructures, plus précisément finir les travaux du marché du district de Mossaka ; au niveau de la composante 3 – continuer à financer les micro projets, sans oublier la composante de soutien du projet, c'est-à-dire, la composante d'exécution et de la coordination qui s'occupe de la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale de l'Organe des réunions et du fonctionnement de l'Unité de coordination du Pdar.

Rappelons que la mise en œuvre du financement additionnel du Pdar au 31 octobre 2016 a été évaluée au cours du comité de pilotage du 10 novembre 2016 et a été jugée satisfaisante. Actuellement, le Pdar soutient les activités de préparation du nouveau projet d'agriculture commerciale dont la mission d'évaluation vient de se dérouler en République du Congo. Notons que cette réunion du comité de pilotage a été ouverte par le ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo.

Guillaume Ondzé

MINISTÈRE DES FINANCES

Mise en service d'un site Internet pour informer et renseigner le public

Le ministère des Finances, du budget et du portefeuille public dispose à nouveau d'un site internet en versions française et anglaise. La plate-forme www.finances.gouv.cg ouverte au public, permettra d'informer le public sur les activités du ministère et renseigner l'opinion sur les décrets ainsi que sur les institutions financières internationales. La cérémonie marquant le lancement officiel de ce site a eu lieu le 27 décembre, en présence du ministre de tutelle, Calixte Nganongo. Disponible de façon continue, les informations en vidéo et articles de presse sont téléchargeables. « *On ne peut plus vivre sans la communication. L'activité du ministère ne se résume pas au ministre. Donc, Nous allons essayer d'alimenter notre site d'informations capitales* », a indiqué le ministre des Finances, avant d'ajouter que les autres départements ministériels y seront connectés dans les prochains jours. Pour s'assurer de la qualité du contenu à diffuser, un comité de direction sera mis en place pour relire les textes et visualiser les images avant leurs publications sur la toile, a conclu, Calixte Nganongo.

Lopelle Mboussa Gassia

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Le budget 2017 du Padé fixé à près de 5 milliards FCFA

Le Projet d'appui à la diversification économique (Padé) a tenu le 28 décembre à Brazzaville sa dernière session du comité de pilotage exercice 2016. Le budget 2017 adopté à cet effet est destiné en priorité aux activités à fort impact, dont le renforcement de la compétitivité des PME, la promotion des investissements et l'amélioration du climat des affaires au Congo.

Cette session du comité de pilotage du Padé visait, outre l'adoption du budget 2017 (4,646,184,990 Fcfa), la validation d'un programme d'activités de l'année suivante. « *Les perspectives de 2017 sont axées essentiellement sur la consolidation des acquis et la finalisation des projets* », a indiqué le coordonnateur du projet, Joseph Mbossa.

Le comité de pilotage a insisté sur la nécessité d'hierarchiser les activités en tenant compte des difficultés financières actuelles. Par exemple, investir suffisamment dans la promotion des PME agricoles et des investissements afin d'arriver à exploiter les potentialités que le pays possède au niveau des secteurs hors-pétrole (le BTP, le Transport etc.)

Jugeant le bilan des activi-



Le présidium du comité de pilotage du Padé

tés du Padé en 2016 « satisfaisant », Joseph Mbossa a souligné que malgré le retard dans le décaissement de fonds, le Padé a pu réaliser 75% de ses activités. « *Le Padé a quasiment réalisé l'essentiel des objectifs qui étaient préconisés dans le cadre des résultats attendus du projet. Ce qui n'est pas rien* », s'est-t-il félicité.

Lancé en 2013 sur un financement conjoint du gouvernement congolais et de la Banque mondiale, le Padé vise à promouvoir des investissements dans les chaînes de valeur hors pétrole et à soutenir l'émergence d'un

tissu des PME. Le projet étant arrivé à son terme, les deux partenaires entendent d'élaborer un projet relais.

« *Il nous reste actuellement une année d'exécution, un délai qui pourrait permettre au comité de pilotage de réaliser l'ensemble des objectifs du projet* », a conclu le coordonnateur du Padé. Notons que les travaux du comité de pilotage présidés par Ferdinand Sosthène Likouka ont également porté sur les activités du Projet d'appui institutionnel pour l'amélioration du climat des affaires et la diversification de l'économie congolaise.

Fiacre Kombo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les données statistiques 2013-2014 validées

L'atelier national de validation de l'annuaire statistique 2013-2014 a été organisé le 23 décembre à Brazzaville par le ministère de l'Enseignement supérieur en partenariat avec l'Unicef



Le ministre Bruno Jean Richard Itoua entouré d'Aloys Kamuragiye et de Victorine Rachel Taty ; crédit photo Adiac

Conformément à l'une des recommandations de la Stratégie sectorielle de l'éducation (SSE) 2015-2025, le sous-secteur de l'enseignement supérieur vient de valider ses données statistiques de l'année 2013-2014. Selon la directrice des études et de la planification du ministère de l'Enseignement supérieur, Victorine Rachel Taty, cet annuaire constitue le cadre consultatif qui offre les informations variées sur la gestion de ce sous-secteur de l'éducation de l'année académique 2013-2014. « Disposer des données statistiques récentes et fiables est une nécessité pour l'élaboration des politiques et des programmes ainsi que de leur suivi. En effet, le pilotage des politiques et stratégies du développement du système éducatif congolais nous impose d'actualiser régulièrement ses données statistiques », a-t-elle rappelé.

« Allouer plus de moyens financiers pour la collecte des données »

Le représentant de l'Unicef au Congo, Aloys Kamuragiye, a, quant à lui, indiqué que la validation de cet annuaire est une étape importante pour les partenaires techniques et financiers du pays. Il s'est réjoui du fait que tout le monde a joué sa partition. Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de

l'Alphabétisation ainsi que celui de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et l'Emploi ont pu, a-t-il rappelé, élaborer et valider leur annuaire statistique, couvrant la période 2014-2015.

« Mais pour l'Enseignement supérieur, cet annuaire couvre la période 2013-2014. Cela est lié au fait qu'il n'y avait pas de données fiables, et montre le défi que pose le système de collecte pas seulement à l'enseignement supérieur mais aussi à d'autres niveaux. Le gouvernement devrait fournir encore d'efforts afin d'allouer plus de moyens financiers pour la collecte des données liées à la statistique », a suggéré Aloys Kamuragiye, rassurant le partenaire congolais de leur disponibilité quant à contribuer au renforcement des capacités du système d'information et de gestion en matière d'éducation.

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a, de son côté, rappelé que la SSE 2015-2025 a, entre autres, pour objectifs de placer le système éducatif congolais parmi les trois meilleurs de la sous-région. En effet, dans le cadre de sa mise en œuvre, le gouvernement a retenu trois orienta-

tions stratégiques fondamentales. Il s'agit notamment d'offrir une éducation de base de qualité en rapport avec le 4^e Objectif du développement durable ; répondre aux besoins des ressources humaines d'une économie émergente ; rendre efficaces le pilotage et la gestion du système éducatif congolais.

« Disposer chaque année de statistiques actualisées et fiables »

D'après lui, cette démarche doit permettre d'avoir une bonne lisibilité sur l'évolution de la population étudiante, le personnel enseignant, les offres de formation, les infrastructures, les équipements, les finances, les établissements et les institutions de l'enseignement supérieur. « La mise en œuvre de la SSE nécessite aussi de disposer chaque année de statistiques actualisées, fiables pour mesurer les mutations qui s'opèrent notamment dans notre sous-secteur. C'est pourquoi, il nous revient de rendre plus performant notre système de collecte, de traitement des données statistiques en système d'information, de gestion en s'appuyant sur les données de 2013-2014 », a souligné Bruno Jean Richard Itoua.

Parfait Wilfried Douniama



La Direction Générale de LCB BANK informe son aimable clientèle que, pour des raisons de clôture annuelle, ses guichets seront fermés ce samedi 31 Décembre 2016.

Bonne et heureuse année 2017.

La Direction Générale LCB BANK

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

Des agents de plusieurs sociétés de distribution de pétrole sensibilisés à la pandémie

Les sociétés Total SA, Puma Congo, Africa Oil and Gas Corporation (AOGC), Sclog, Mwddb et SIAT Congo, ont organisé le 10 décembre à l'École de chemin de fer de Brazzaville, la troisième édition de la campagne de sensibilisation et de prévention sur le VIH/Sida à l'intention de leurs employés.

La communauté internationale a célébré le 1er décembre, la Journée mondiale de lutte contre le VIH/Sida, placée cette année sur le thème : « Levons la main pour la prévention du VIH ». Au Congo, les entreprises évoluant dans la distribution du pétrole et l'agence de communication MWDDDB ainsi que SIAT ne sont pas restées en marge de cette célébration. En effet, elles ont organisé une cause-débat au cours de laquelle les agents ont suivi deux communications.

La première sur l'auto-évaluation individuelle de la vulnérabilité au VIH, développée par Charles Roger Diankembo, consultant en communication pour le changement de comportement. Développant le thème mondial, il a souligné la nécessité de renforcer les activités de prévention du VIH. Il a également rappelé les facteurs et les différents comportements à risque qu'il faut respecter pour éviter cette pandémie. « Il faut d'abord privilégier la prise de conscience individuelle. Lorsque quelqu'un a pris conscience individuellement, il peut maintenant adopter la démarche pour se protéger et protéger l'autre parce que le Sida tout le monde peut l'éviter, tout le monde peut l'attraper », a conseillé Charles Roger Diankembo.

Explosant sur le sous-thème : « Education thérapeutique et nutritionnelle », le Dr Depaget Josaphat, a parlé, entre autres, du



bien-être alimentaire. Pour ce nutritionniste, le bien-être d'une personne vivant avec le VIH prend appui sur son alimentation et la source du bien-être alimentaire est l'organisme. Rappelant, de son côté, l'historique de la célébration de la Journée mondiale du Sida, la directrice de l'administration et des ressources humaines de la Société commune de logistique (Sclog), Olga Akylangongo, a rappelé que cette pandémie était une question de santé publique qui concerne aussi les salariés des entreprises. Mais au niveau du Congo, jusqu'à présent, les entreprises la célèbrent de façon séparée. Selon elle, ces sociétés ont décidé depuis

2013 de mener ensemble la lutte contre le VIH en conjuguant leurs efforts. Il s'agit, a-t-elle dit, d'une activité porteuse pour l'ensemble des salariés des entreprises concernées qui devraient être le relais dans leurs familles

respectives. « Nous sommes des entreprises en concurrence dans le cadre de nos activités professionnelles, donc c'est important de pouvoir nous réunir pour travailler. Cette pandémie touche particulièrement notre pays, il faut mettre un accent sur cette campagne de sensibilisation. Le but est de faire en sorte que chacun de nous puisse avoir un comportement responsable », a-t-elle précisé, rappelant que le but est de donner à chacun des arguments devant concourir à la prise des initiatives lui permettant de se faire dépister afin de connaître sa sérologie. La responsable des ressources humaines de

Puma Congo, Eunice Ursula Makoundi, a, quant à elle, déclaré que la célébration de cette journée est une manière pour ces sociétés de démontrer que le combat contre le VIH n'est plus une affaire de l'Etat mais de

tous. Elle espère que les prochaines éditions connaîtront la participation d'autres sociétés œuvrant dans des secteurs hors pétrole. « Aussi longtemps que le Sida existera au Congo ou dans le monde, nous essayerons d'organiser des éditions pareilles. En trois éditions, nous avons maintenant plusieurs participants, ce qui signifie que cela intéresse les gens, nous avons également plus de sociétés qui acceptent de nous soutenir, de financer nos activités », s'est réjoui Eunice Ursula Makoundi, invitant les agents de ces sociétés de distribution de pétrole à se faire dépister régulièrement.

NOËL DANS LA SANGHA

Des milliers d'enfants réunis à Ngombé et Mokéko

Plusieurs milliers d'enfants et de parents se sont retrouvés les 25 et 26 décembre derniers pour un spectacle donné successivement au village Ngombé puis au district de Mokeko (département de la Sangha) pour la traditionnelle remise de jouets à l'occasion de la fête de Noël.



Les enfants en pleine cérémonie (DR)

3000 enfants dont une centaine d'autochtones, soit 2000 ressortissants du village Ngombé et 1000 issus du district de Mokéko, ont reçu des cadeaux de la part de la Fondation Edith Lucie Bongo Ondimba (Felbo), par le biais de sa directrice, Patricia Wiboulo, en présence des autorités des deux localités.

Les deux cérémonies se sont déroulées sous la présidence du sous-préfet de Mokeko, Guy Paulin Nazaire Oba qui était assisté des chefs de quartiers et des sages. Parmi les invités de marque, on pouvait noter la présence de plusieurs responsables administratifs. Le maire de Mokeko, Jeanne Obouo Itokisi, et le chef du village de Ngombé, Joseph Aurélien Ebisseboth, ont tour à tour, à Ngombé comme à Mokéko, salué la présence de la délégation de la Felbo, avant de se féliciter de son initiative. « Madame la directrice, cette marque d'amour et de générosité restera gravée dans les cœurs des enfants de Mokeko et leurs parents. Hier avec des kits scolaires, aujourd'hui c'est l'Arbre de Noël. La Felbo est plus que jamais déterminée à accompagner les enfants de Mokeko dans leur épanouissement scolaire et social », a-t-elle déclaré, soulignant que les actions à l'endroit de la jeune enfance, traduisent l'attachement aux idéaux de la regrettée Edith Lucie Bongo Ondimba, qui fut une Dame de cœur, d'amour, de partage et qui demeure parmi nous.

La directrice générale de la Felbo a profité de l'occasion pour rappeler les missions que s'est assignées la fondation, à savoir : le développement des enfants de tous les horizons, l'assistance reconvenue dans le domaine de l'éducation, etc.

Les deux cérémonies se sont achevées dans une ambiance festive autour d'un cocktail partagé en toute convivialité.

Guillaume Ondzé

SOLIDARITÉ

Antoinette Sassou N'Guesso réhabilite deux orphelinats à Brazzaville

Au nom de l'épouse du Chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, Blandine Malila, la directrice de son cabinet a effectué le 28 décembre des descentes dans deux orphelinats (Yamba Ngai et Espace Jarrot), situés respectivement au plateau des 15 ans et à Bacongo et restés longtemps dans un état de délabrement avancé.



Une vue de l'orphelinat Yamba Ngai réhabilité (DR)

En cette fin d'année 2016, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance a choisi, non seulement, d'offrir des jouets ou des produits de première nécessité aux enfants et autres personnes démunies, mais également de procéder à l'amélioration de leur condition de vie dans les centres d'hébergement.

En effet, les orphelinats Yamba Ngai et Espace Jarrot ont fait peau neuve grâce la contribution de l'épouse du chef de l'Etat. A l'orphelinat Yamba Ngai où Blandine Malila a commencé sa visite, des conduites d'eau ont été réparées pour mettre un terme aux dégâts provoqués lors des fortes pluies.

« La première dame accorde une attention particulière à toute initiative concourant à la création d'un environnement propice à l'épanouissement et au développement des enfants. Chaque

année, l'épouse du chef de l'Etat offre des jouets aux enfants de tous les départements, mais cette année, nous avons pensé aller au-delà des jouets qui ne durent que quelques mois », a indiqué la directrice de cabinet de l'épouse du chef de l'Etat.

« Ce geste est la manifestation de la solidarité de l'épouse du chef de l'Etat envers les orphelins à



Blandine Malila remettant un échantillon de don à la sœur Christiane (DR)

qui la vie a ôté des éléments d'espoir que sont les parents. Désormais, Chaque année, nous allons procéder à la sélection de deux orphelinats qui ont une durée de sept ans et plus pour procéder à leur réhabilitation, afin d'offrir aux enfants un cadre agréable de vie », a annoncé Blandine Malila.

Au cours de cette série de visites, elle a offert des vivres, des habits, des chaussures, des congélateurs et plusieurs produits de première nécessité.

Créé en 1987, l'orphelinat catholique Yamba Ngai que dirige la sœur Christiane Pétro et trois autres sœurs, héberge 30 enfants dont l'âge varie entre 10 et 25 ans. Le premier, 24 ans, a eu son bac en 2013. Le dernier en âge n'a que 11 mois. Ses responsables ont, tour à tour remercié Antoinette Sassou N'Guesso pour ce geste salutaire.

De sérieuses réparations ont été également faites à l'Espace Jarrot, dans le deuxième arrondissement. Dans son discours de remerciement, le représentant de la congrégation du Saint Esprit, le père Toussaint Ngoma Foumanet, a expliqué que le geste de l'épouse du chef de l'Etat est d'une grande importance pour la survie des enfants de ce centre.

En outre, il a saisi l'occasion pour relater les conditions dans lesquelles vivaient ces enfants avant cette assistance de l'épouse du chef de l'Etat, et a loué son geste salvateur. « C'est un sentiment de joie exprimée, car l'espace Jarrot est une œuvre spiritaine depuis ses débuts en 1997. C'était une réponse aux événements que nous avons connus dans notre pays. C'est en 1998 que nous avons commencé à accueillir les jeunes. L'Espace Jarrot n'a pas de fonds propre. Les enfants qui y vivent comptent sur la générosité des hommes et des femmes de bonne volonté », a-t-il expliqué.

L'Espace Jarrot a pour mission de redonner confiance et espoir aux enfants des rues. Depuis 1998, ce centre accueille et éduque les enfants en rupture et en souffrance, les réintègre dans leurs familles respectives et les accompagne aussi dans la réinsertion socioprofessionnelle. Chaque année, environ 300 enfants âgés entre 6 et 21 ans sont accueillis et pris en charge.

Très joyeux, les enfants de ces deux orphelinats ont démontré à travers des chants leur reconnaissance à l'endroit de la Première dame et de la délégation qui accompagnait sa directrice de cabinet.

Yvette Reine Nzaba

VIE ASSOCIATIVE

Philio Noumazalay réélu président de l'Amical international

Le président de l'association Amical international (A.I), Philio Noumazalay a été reconduit le 27 décembre, à la tête de ladite association, à l'issue de la première assemblée générale tenue au palais des congrès à Brazzaville, sur le thème « nouveau impact de solidarité et de fraternité ».

Philio Noumazalay assumera les fonctions de président de l'Amical international pour un mandat de trois ans renouvelable.

Notons qu'au moment du scrutin, Il a été l'unique candidat à sa propre succession. Le bureau qu'il dirigera comprend 17 membres dont un premier et un deuxième vice-président. Outre le bureau, l'A.I s'est doté d'une commission de contrôle et de vérification composée de dix membres, dirigée par Georges Okieri.

L'ordre du jour de l'Assemblée générale a porté sur plusieurs points dont l'examen et l'adoption des statuts et règlement intérieur.

A l'ouverture des travaux, Philio Noumazalay a fait l'historique de l'association, dressé le bilan des activités réalisées en 2016 avant de donner

quelques explications sur la présence dans la salle de certaines associations sœurs et autres personnalités.

L'A.I a été créé en 1993 à Brazzaville. Il s'est fixé pour objectifs de promouvoir et maintenir la solidarité, l'amour l'unité nationale et l'entraide entre les membres ; contribuer à l'épanouissement des jeunes par des actions de formation et d'encadrement ; assister les personnes vulnérables et démunies ; promouvoir et développer la coopération avec les associations sœurs et bien d'autres.

Philio Noumazalay a lancé un appel à ses membres, les demandant de s'impliquer dans le processus de redynamisation de l'association avant d'indiquer : « la présence des hautes autorités et des associations sœurs témoigne de leur soutien à cette première assemblée générale. Elle est une manifestation de leur volonté à pouvoir encourager l'association à poursuivre l'œuvre de l'édification dans l'amour ; la solidarité et l'entraide ».

Quelques activités réalisées en 2016

En 2016, l'association a organisé des rencontres avec ses membres et fait des dons de vivres aux orphelins et personnes âgées, avec pour objec-



Philio Noumazalay

tif d'être plus proche des personnes démunies. « La remise de ces dons s'inscrivait dans le cadre de l'assistance en vue de manifester notre amour, notre solidarité et l'entraide à cette couche vulnérable », a indiqué le président.

Le don a été composé des vivres frais : poissons de mer ; poulet ; viande, poisson fumé, sacs de farine de manioc ; charbons, cartons de sucre ; tomate ; sacs de riz et produits laitiers. A ces produits s'ajoutent des bidons d'huile et des draps.

Parmi les bénéficiaires, on note les orphelinats situés dans la partie sud de Brazzaville : Sainte-face de Jésus ; les Cataractes ; Enfant ne pleure pas

; Sainte Claire ; Communauté Flamme de la Trinité ainsi que les hospices de Petite sœur des pauvres ; la Maison de la charité et l'Auberge bon pasteur à Poto-Poto dans la partie Nord.

« Nous avons juste apporté notre aide aux orphelins et aux personnes âgées pour leur témoigner notre amour. Amical International a pour fondement la fraternité d'où il fallait être plus près des souffrances des autres », a expliqué le président.

Au cours de cette descente effectuée dans les orphelinats et les hospices, le message des bénéficiaires à l'endroit de l'association a porté sur la paix ; l'encouragement et les remerciements.

La sœur Pierrette Nkoussou, de l'orphelinat Sainte-face de Jésus a émis le souhait d'être doté en local digne. « J'héberge vingt-deux enfants dont l'âge varie entre 7 et 16 ans. L'œuvre que j'exerce est gérée par le Seigneur car je ne suis qu'une simple ouvrière. Toute seule je ne peux pas. Maintenant comme, il y a le soutien de l'association dont Dieu a touché le cœur je ne peux que me réjouir de cette initiative. Le don vient nous soulager et nous permet de passer les fêtes de Noël

et de Nouvel an dans des bonnes conditions », a-t-elle reconnu.

Pour sa part, la sœur Hélène, de l'Auberge du bon pasteur qui existe depuis 1966, à Poto-Poto accueille les enfants abandonnés en provenance des hôpitaux par le truchement des assistantes sociales. D'autres, elle les retrouve abandonnés devant le portail. Elle a remercié l'association A.I pour son assistance, notamment en réfectionnant le compartiment de la cuisine. « Les portes de l'Auberge sont ouvertes à toute personne qui aimerait faire un don tout en respectant cette parole écrite dans Matthieu 6/3 : mais quand tu fais l'aumône, que ta main gauche ne sache pas ce que fait ta droite », avait-elle déclaré.

L'association a aussi réhabilité le site de l'orphelinat Sainte-Claire qui a un effectif de trente enfants âgés de zéro à 19 ans. Son administratrice générale, Cécile Samba Loutaya a souligné que « l'association a résolu en un laps de temps le problème de l'édifice ; l'équipement ; des eaux usées qui suscitaient des querelles dans le quartier ainsi que de l'insalubrité qui constituait un danger pour la santé des enfants en leur donnant un cadre approprié ».

Lydie Gisèle Oko

Vivez des fêtes magiques

• au Radisson Blu M'Bamou Palace Hotel de Brazzaville !

Samedi 24 Décembre

Dîner de Noël 4 services • 65 000 XAF / personne



Samedi 31 Décembre

(Saint-Sylvestre)

Buffet du Nouvel An, Bonana 2017! • 120 000 XAF / personne



Dimanche 1^{er} Janvier

(Jour de l'An)

Brunch du Nouvel An • 35 000 XAF / personne



Pour plus d'informations sur les menus, animations et offres, contactez-nous
le (+242) 05 050 60 60 ou reservations.brazzaville@radissonblu.com

COOPÉRATION CONGO/ ITALIE

Un accord-cadre envisagé dans le domaine de l'enseignement supérieur

Le sujet a été récemment évoqué entre le ministre Bruno Jean Richard Itoua, et l'ambassadeur d'Italie au Congo, Andrea Mazzella

« Dans la coopération bilatérale, il y a déjà des bons rapports, notre souhait serait d'intensifier et améliorer cette relation. Il y a une forte demande des étudiants congolais pour aller étudier en Italie. Cela a été aussi un sujet de discussions avec le ministre, soit pour entamer les cours en italien au Congo, soit renforcer ce canal de communication et de formation dans les universités italiennes », a expliqué Andrea Mazzella à sa sortie d'audience.

Pour y parvenir, les deux personnalités, qui ont discuté pendant plus d'une heure, n'écartent pas la possibilité de conclure un accord-cadre. En effet, une fois signé, cet accord permettra, entre autres, la collaboration entre les universités des deux pays. De quoi à satisfaire le ministre congolais en charge de l'enseignement supérieur, qui pense qu'il faudrait renouer avec la politique consistant à former des cadres en Italie.

« Nous voulons renouer avec les pratiques du passé, notamment avoir des bourses italiennes qui ne sont pas nombreuses actuellement. Pour cette année, il en a eu que deux. Il nous faut un accord-cadre pour y définir les contours. Nous avons aujourd'hui des besoins énormes pour notre pays tels que: des médecins (même s'il y a des jeunes partis à Cuba); des ingénieurs en agronomie; en mines; en pétrole... Je pense qu'avec l'Italie nous pouvons avoir beaucoup de solutions », espère le ministre Bruno Jean Richard Itoua.

Rappelons que cette année, 45 étudiants congolais sont partis apprendre la langue italienne par leurs propres frais.

Parfait Wilfried Douniama

FRANCE

Le maire-adjoint de Vigneux-sur-seine espère une connexion avec le Congo, son pays d'origine

Homme d'action, l'adjoint au maire de la municipalité de Vigneux-sur-Seine (Région parisienne), Alain miehakanda, favorise la restauration de l'égalité républicaine dans les quartiers et s'investit pour l'amélioration des conditions de vie des habitants en veillant à l'enracinement des commerces dans la ville. Il entend établir d'éventuelles connexions entre sa municipalité et le Congo, son pays d'origine.



Alain Miehakanda, maire-adjoint de Vigneux-sur-seine dans le département de l'Essonne en France (DR)

Discret dans la vie de tous les jours, la voix posée, Alain Miehakanda est installé à Vigneux-sur-seine depuis 1975. Son combat politique commence avec

des influences plutôt ancrées à gauche. « Je croyais au socialisme français. Mais j'ai vite compris qu'il fallait faire la part des choses entre la politique locale au plus près des populations et la politique nationale loin des réalités des quartiers », avoue l'adjoint au maire.

Se méfiant des idéologies, en 2014, il accepte d'être inscrit en 7ème position de la liste de l'union de la droite conduite par Serge Poinot. Depuis, le Franco-congolais Alain Miehakanda est devenu le premier Congolais à remplir la fonction de maire-adjoint à Vigneux-sur-Seine, ville de 30 185 habitants du département de l'Essonne.

« J'ai un parcours de migrant régulièrement établi en France. De cette installation découle la problématique liée à la diversité pour laquelle j'ai eu l'obligation de réfléchir en me posant la question «comment apporter à la société dans laquelle je vis ? », explique le Franco-congolais, heureux aujourd'hui d'œuvrer à la gestion des quartiers de sa ville. Le maire-adjoint demeure conscient de son appartenance à la diaspora. De loin ou de plus près, il pense aux éventuelles connexions entre sa municipalité et le Congo, son pays d'origine. « Je vois plusieurs manières d'établir ces connexions. De par mes responsabilités municipales et au sein de l'agglomération, des projets sont déjà élaborés et n'attendent que leurs applications ici et là-bas. Il nous suffira juste de nous organiser pour y aller et que les populations et les institutions soient prêtes à nous accueillir », confie Alain Miehakanda qui projette un voyage au Congo dès février 2017.

Autant dire que, intellectuellement, professionnellement et institutionnellement, l'objectif du Franco-congolais est établi en vue d'accélérer prochainement les échanges entre Vigneux-sur-seine et le Congo, « tout en restant disponible pour les Vigneusiens », prévient-il. Formons des vœux pour qu'en 2017 s'accomplisse la réalisation de ses projets sous les meilleurs auspices.

Marie Alfred Ngoma

ITALIE

Une marche pour la paix en guise de réveillon à Bologne

La marche va rassembler des milliers de personnes désireuses de manifester en faveur de la paix dans le monde.

Les activistes acquis à la cause de la paix ont décidé de convier à Bologne, au centre-nord de l'Italie, tous ceux qui, en Italie et dans le monde, ont à cœur une vie tranquille dénuée de guerres. Utopiques jusqu'au bout, ils ont décidé de tenir leur marche pour la paix qui partira de Bologne le 31 décembre. C'est-à-dire à un moment où plus de la majorité du monde formaté à la culture occidentale sera occupée à préparer la fête et des libations d'entrée insouciantes dans la nouvelle année 2017 !

Surprenant, l'accord de participation qu'a donné la conférence des évêques italiens à cette initiative. Et parmi ceux-ci, le plus enthousiaste est l'archevêque de Bologne, Mgr Matteo Zuppi,

sans doute, le plus africain des hauts-prélats italiens. Il a longtemps été le chargé des missions de paix au sein de la communauté catholique romaine Sant'Egidio. A ce titre, il n'y a pas beaucoup de palais présidentiels africains dans lesquels il n'a pas été dépêché pour plaider la cause de la paix quand une guerre se déclarait.

Avec son organisation, on lui doit la signature des accords ayant mis fin à 27 ans de guerre civile au Mozambique, en 1992 et à la consolidation de la paix en Angola où Sant'Egidio a joué un rôle de premier plan pour amener l'opposition de l'UNITA (alors dirigée par Jonas Savimbi) à intégrer la dynamique de paix. Dans les deux Congo aussi, on a vu la valise éliminée de Mgr Zuppi pour tenter de négocier une trêve, une rencontre entre belligérants, une invitation à Rome, au siège de Sant'Egidio, l'un des endroits qui a vu passer

le plus de dirigeants africains à Rome. De l'Algérie au Soudan et au Sud-Soudan, la cause de la paix a résonné en suppliques, prières et discours dans la grande salle de Sant'Egidio.

Parmi les participants annoncés à la marche de Bologne, figure aussi une ONG très active surtout sur le plan intellectuel, parmi les Africains d'Italie: "Chiama l'Africa" (L'Afrique appelle). Des associations de migrants, des organisations confessionnelles non-chrétiennes ; et des individualités, devraient aussi battre le pavé à Bologne samedi prochain. La marche va démarrer à 14h30 avec, en prélude, une « fête de l'accueil » pour souhaiter la bienvenue aux migrants nouvellement débarqués en Italie, et dont l'histoire recoupe trop souvent celle de tous les conflits dont la planète est essaimée. Musiques et danses seront également de la partie.

Lucien Mpama

**LA COUR SUPRÊME DE LA CARAÏBE ORIENTALE
DANS LA HAUTE COUR DE JUSTICE
LES ÎLES VIERGES
DIVISION COMMERCIALE**

N° DE LA REQUÊTE BVIHC (COM) 2016/160

**DANS L'AFFAIRE DE CORE MINING LIMITED
ET DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE 2003 SUR L'INSOLVABILITÉ**

ENTRE :

WAYNE ROSSITER

Requérant

-et-

CORE MINING LIMITED

Défendeur

AVIS

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ qu'une requête de nomination des colliquidateurs de **CORE MINING LIMITED** dont le siège social se trouve à Quastisky Building, 3rd Floor, PO Box 905, Road Town, Tortola, VG1110, Îles Vierges Britanniques a été déposée à la Division commerciale de la Haute Cour de Justice, Îles Vierges Britanniques, le 4 novembre 2016 au nom de Wayne Rossiter c/o Mourant Ozannes, Palm Grove House, PO Box 4857, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques. La requête sera instruite le 16 janvier 2017 à 10h00 à la Haute Cour de Justice, Division commerciale, Commercial Court Building, Main Street, Road Town, Tortola, Îles Vierges Britanniques.

Toute personne ayant l'intention de se présenter à l'audience de la requête (que ce soit pour l'appuyer ou s'y opposer) doit notifier le requérant ou ses avocats de son intention conformément à la Règle 162 des règles de 2005 relatives à l'insolvabilité (« Insolvency Rules, 2005 »), avant 16h00 le 13 janvier 2017. Un exemplaire de la requête sera remis par le soussigné à tout directeur, membre ou créancier exigeant un exemplaire de ladite requête lors du paiement du droit prescrit.

En date du : 1er décembre 2016

Mourant Ozannes

Legal Practitioners for the Applicant (Avocats du requérant)
For the Attention of Nicholas Fox
Palm Grove House, PO Box 4857
Road Town, Tortola
British Virgin Islands
Tél. : +1 284 852 1723
E-mail : Nicholas.Fox@mourantozannes.com

REMARQUE : La règle 162 des règles de 2005 relatives à l'insolvabilité exige que tout avis d'intention de comparaître soit consigné par écrit et précise : (i) le nom et l'adresse de la personne donnant l'avis et ses coordonnées ; (ii) son intention d'appuyer ou de s'opposer à la requête et (iii) s'il est créancier, le montant de sa dette ou s'il n'est pas créancier les motifs sur lesquels il se fonde pour appuyer ou s'opposer à la requête. Toute personne qui ne donne pas un tel avis ne peut se présenter à l'audience de la requête qu'avec l'autorisation de la Cour.



TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !



LED 32" HD: 159 000 Fcfa | **LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa** | **LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa**
LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa | **LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5

Au programme :

24 Décembre 2016

Cocktail de bienvenue
 Spécialités culinaires du réveillon
 Visite du Père Noël

*Les boissons softs, le vin à table
 et l'eau minérale sont inclus*

25 Décembre 2016

Menu spécial de Noël

31 Décembre 2016

Cocktail de bienvenue
 Buffet de la Saint Sylvestre
 Animation musicale
 Compte à rebours

*Les boissons softs, le vin à table
 et l'eau minérale sont inclus*

1^{er} Janvier 2017

Menu Gastronomique du Nouvel An

Reservations

Le Réveillon de Noel

Table de 10	630.000
Table de 08	500.000
Table de 06	380.000

Par personne

Adulte :	55.000
Enfant < 12 ans:	27.500

Le 25 décembre

Adulte :	35.000
Enfant < 12 ans :	17.500

Saint Sylvestre

Table de 10	1.000.000
Table de 08	850.000
Table de 06	650.000

Par personne

Adulte :	110.000
Enfant < 12 ans:	50.000

Le 1^{er} jour de l'An

Adulte :	40.000
Enfant < 12 ans :	20.000

Reservation au 06 457 68 68

** La réservation ne sera garantie qu'après réception du paiement à 100% de la facture, au plus tard 3 jours avant l'événement*



Noël & Nouvel An

Prestige à ELBO SUITES

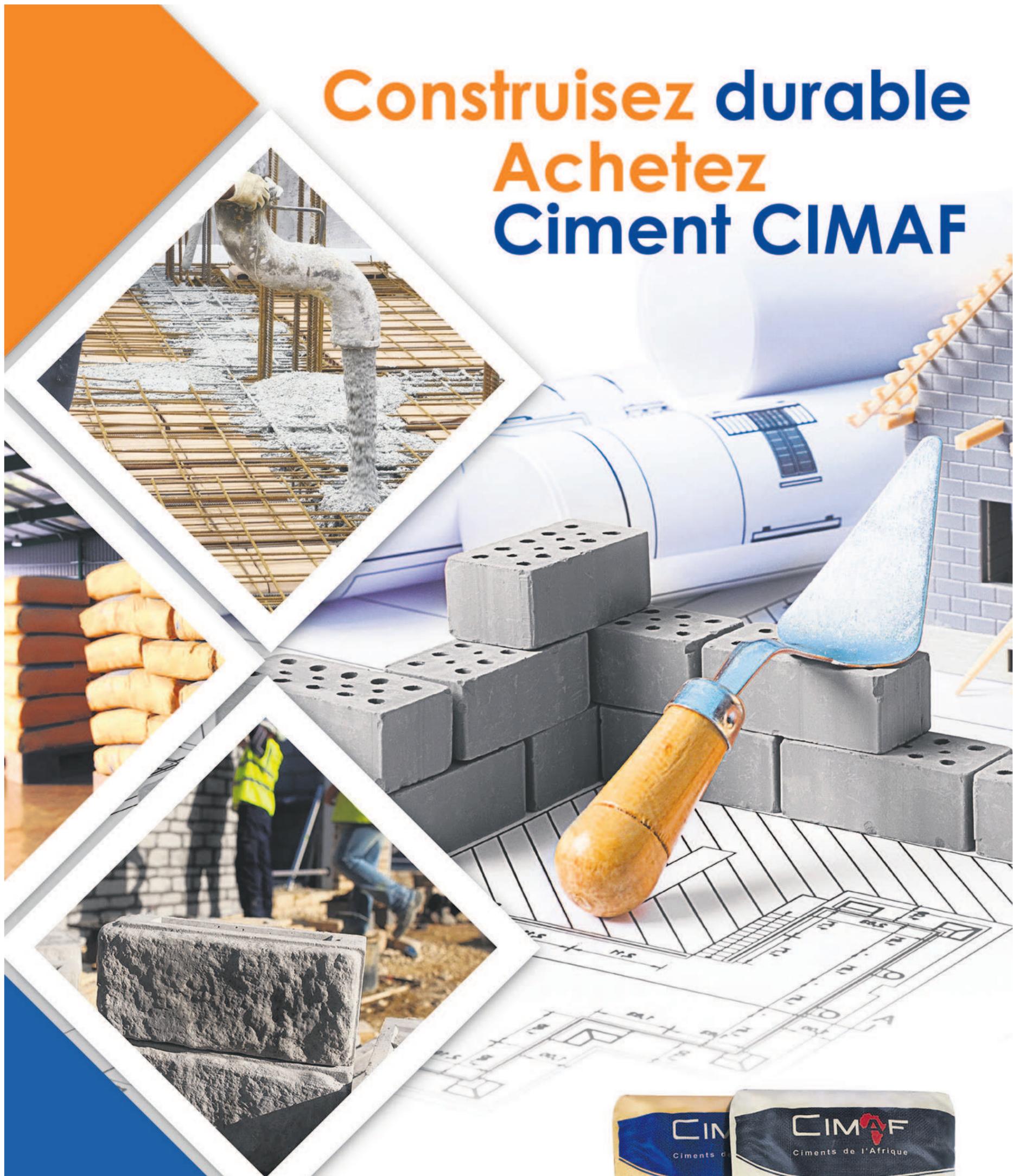


6, rue Faidherbe au bord du Fleuve Congo Centre ville - Brazzaville Congo

Construisez durable

Achetez

Ciment CIMAF



- ◆ Livraison rapide
- ◆ SAV et conseil
- ◆ Disponibilité totale



La passion de la construction

Ciment de haute qualité
produit au Congo pour l'Afrique

BRAZZAVILLE
ADRESSE : GARE PV CFCCO, EN FACE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE
TEL : 06 510 75 70

HINDA
ADRESSE : ROUTE DE HINDA, À 100M DU CAMP DE MAKOLA

POINTE-NOIRE
ADRESSE : AVENUE MARIEN NGOUABI, ENCEINTE GARE CFCCO DE TIÉ-TIÉ
TEL : 06 510 20 68



LES REPAS DE NOËL
ET NOUVEL AN
AU PEFACO HOTEL
MAYA MAYA 5*

Bō
CHELLI

LE BISTRO PARISIEN



E S P A C E
M B O N G U I



POOL JAZZ BRUNCH DE NOËL
25 DÉCEMBRE · 12H30-16H



POOL JAZZ BRUNCH DU NOUVEL AN
1^{ER} JANVIER · 12H30-16H



- Coupe de Champagne
- Amuses-bouche

- Saumon Bellevue
- Salade exotique de poulet au curry
- Salade de papayes vertes et crevettes
- Assiette de crudités, ses sauces et condiments
- Assiette de charcuterie française et italienne

- Linguine aux fruits de mer
- Dinde farcie aux marrons
- Gigot d'agneau de sept heures
- Lotte à la provençale
- Saka saka au poisson fumé

- Assortiment de bûches de Noël
- Assortiment de pâtisseries maison et de mignardises
- Crêpes à l'orange
- Tiramisu maison
- Fruits frais coupés

30 000 FCFA / personne*

15 000 FCFA / enfant* (4 à 12 ans)



DÎNER DE RÉVEILLON DE NOËL 24 DÉCEMBRE - À PARTIR DE 20H

- Coppa di spumante
Coupe de vin pétillant italien
- Antipasti misti (vitello tonnato, funghi ripieni, pomodori secchi al pecorino, polpette in umido, zucchini ripiene)
*Hors d'oeuvre de Noël
(veau à l'émilienne, champignons farcis, tomates séchées au fromage, boulettes de boeuf à la tomate, courgettes farcies)*
- ★★★★★
- Pappardelle a ragù di lepre
Pappardelle au Ragoût de lapin
- Ravioli ripieni caciocavallo e pinoli, a ragù di agnello
Raviolis farcis au fromage caciocavallo, sauce au Ragoût d'agneau
- Brasato al Barolo e prugnie, patate sabiate al forno
Boeuf braisé au vin rouge Barolo et pruneaux, pommes de terre sablées
- ★★★★★
- Cannolo siciliano e panettone
Cannolo à la sicilienne et panettone
- Un bicchiere di limoncello
Un verre de limoncello

35 000 FCFA / personne*

SOIRÉE DE NOUVEL AN 31 DÉCEMBRE - À PARTIR DE 20H

- Coupe de Champagne
- Amuses-bouche
- ★★★★★
- Shish-kebab de saumon fumé, duo de fromage frais à l'aneth
- Bonbon croustillant de foie gras, chutney de mangue et confit d'oignons
- ★★★★★
- Linguine à la langouste et tomates cerises
- Kedjenou de pintade, attiéké et plantain vapeur
- Filet de bœuf Wellington, jus court, pôlée de fêtes
- ★★★★★
- Duo de bûches de Noël

49 000 FCFA / personne*

RÉSERVATIONS

CHRISTOPHE CASAMATTA
Tel. (+242) 056 048 035
ccasamatta@pefacohotels.com



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE

★★★★★

*taxes et services compris, boissons non incluses

Bouteille de Champagne GOSSET Grande Réserve Brut : 60 000 FCFA

OPEP

Le pétrole finit au plus haut de l'année à New York

Les cours du pétrole ont monté mardi pour finir au plus haut de l'année, les échanges restant limités en pleine période de fêtes, mais l'optimisme perdurant sur la réduction de production prévue par l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep).

Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI), référence américaine du brut, a pris 88 cents à 53,90 dollars sur le contrat pour livraison en février au New York Mercantile Exchange (Nymex), un niveau sans précédent depuis l'été 2015.

A Londres, les marchés étaient fermés et il n'y a donc pas eu d'échanges physiques sur le Brent de la mer du Nord, coté à l'Intercontinental Exchange (ICE). «Le marché est bien disposé car on s'approche des baisses de production prévues par l'Opep, et

il semble bien qu'elles vont se concrétiser», a mis en avant Phil Flynn, de Price Futures Group. Le cartel a animé la fin de l'année sur le marché pétrolier en annonçant coup sur coup deux accords, l'un en son sein et l'autre avec d'autres pays, qui prévoient des baisses ambitieuses de production à partir du 1er janvier.

«Les cours restent légèrement soutenus par l'idée que l'Opep va mieux respecter que d'habitude ses quotas», a avancé James Williams, de WTRG Economics.

Sur le plan de la demande, l'actualité était également encourageante aux Etats-Unis, où les investisseurs ont pris connaissance d'une nette hausse du moral des ménages, au plus haut depuis quinze ans en décembre, selon l'organisation Conference Board.

«L'impression générale, c'est que

l'économie américaine va vraiment accélérer l'an prochain, ce qui devrait stimuler la demande», a expliqué M. Flynn.

De façon plus spécifique au pétrole, il notait qu'une vague de froid était prévue aux Etats-Unis, au profit des produits pétroliers comme le fioul de chauffage, et que les déplacements s'annonçaient sans précédent pendant cette période de fêtes, au bénéfice de l'essence.

Reste que, pour le moment, «ce qu'il y a de plus évident à dire, c'est que les échanges vont tourner au ralenti cette semaine», a conclu M. Williams. La journée de lundi était fériée aux Etats-Unis, Noël étant tombé un dimanche, et beaucoup d'investisseurs ne sont guère enclins à revenir sur les marchés pour une semaine de quatre jours avant le week-end du nouvel an.

AFP

MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE CENTRALE

La Cosumaf dispose désormais d'une nouvelle équipe pour ses instances dirigeantes

Dans le cadre de l'application des textes régissant le secteur du marché financier de l'Afrique centrale, le comité ministériel de l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) a nommé le week-end dernier, les nouveaux membres du collège de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf).

Ce collège qui constitue une instance de prise de décision de l'autorité de régulation du marché financier de l'Afrique centrale est composé de douze personnes: un président, nommé par la conférence des Chefs d'Etat de la Com-

munauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), ainsi que onze membres désignés par le comité ministériel de l'UMAC. La nomination de ces derniers qui succèdent à ceux dont le mandat est arrivé à terme, s'effectue en tenant compte de leur expertise reconnue en matière comptable, financière et juridique.

Selon les textes, chaque membre nommé dispose d'un suppléant désigné pour la durée de son mandat qui est de trois ans renouvelable une fois.

Les membres de ce nouveau collège sont les suivants : Kelly Mua Kingsley et Serge Ellé, représentants le Cameroun, Guy Samuel Nganatoua et Guy Sobo-Koyayoro

pour la République centrafricaine, Aymar Delmas et Jean Claude Iwanga pour le Congo Brazzaville, Guy Nazaire Samba et Ephraïm Magnaga-Nganga du Gabon, Juan Manuel Afugu Mbomio et Jose Antonio pour la Guinée Equatoriale, Djimet Ngoutine et Wardougou Mahamat Arami pour le Tchad.

Notons que parmi ces membres figure également, un représentant de la Cémac (Paul Tasong Njukang, secondé par Lionel Gregory Beyina), un représentant de la Cobac (Cyriaque Rufin Engo Gonzo suivi de Felix Ndzié) et un représentant de la cour de justice de la Cémac (Moussa Ramadame secondé par Georges Taty).

Rock Ngassakys

TRANSPORT AÉRIEN

Un passeport unique africain pour booster les dépenses de voyage au sein du continent

Selon une enquête de Sabre Corporation, un fournisseur des services de technologie liés aux voyages, l'entrée en vigueur du passeport unique en Afrique pourrait augmenter de 24% les dépenses pour des voyages en avion en Afrique.

La moyenne des dépenses effectuées par les 23% d'Africains ayant voyagé par avion sur le continent au cours des 24 derniers mois est de 1149 dollars. Les enquêteurs pensent que ce chiffre peut passer à 1508 dollars, grâce à un document unique de voyage: le passeport panafricain.

Pour les 31% de personnes interrogées en Egypte, au Nigéria, en Afrique du Sud et au Kenya les processus de visa constituent un frein à leurs projets de voyage par avion sur le continent.

Continent le plus vaste de la planète et l'un des plus peuplés, l'Afrique ne représente que 3% du trafic à l'échelle mondiale. Et cette faible part, essentiellement des liaisons intercontinentales car celle du trafic intra-africain est encore plus réduite – est assurée à 75% par des compagnies étrangères, occidentales ou moyen-orientales. La forte croissance du Pib, l'urbanisation accélérée et le développement des classes moyennes, désireuses de voyager à l'intérieur et en dehors du continent devraient cependant bouleverser la donne. L'ata prévoit une croissance du trafic aérien de 5,7% par an en moyenne jusqu'en 2034.

Le cloisonnement des frontières a des conséquences économiques importantes,

et rend l'établissement et la gestion des relations commerciales entre les pays africains plus onéreux, selon les experts du secteur. Or, le secteur offre d'importantes opportunités d'investissements. Mais les obstacles demeurent encore nombreux pour réaliser ce potentiel. Outre la question des visas, ils invitent les compagnies aériennes et les pays africains à améliorer leur travail ;

Il faut également souligner les coûts d'exploitation élevés, notamment le carburant, les taxes et les redevances onéreuses, des primes d'assurances et de fortes contraintes réglementaires, des droits de trafic et des tarifs soumis à des contrôles restrictifs, des liaisons intra-contininentales faibles. Seuls quelques opérateurs, parmi lesquels Ethiopian Airlines ou Kenya Airways ont su relever ces défis avec succès.

Ainsi, 32% de personnes interrogées trouvaient que leurs billets étaient trop chers. Ce qui serait lié aux taxes aéroportuaires imposées par les Etats « qui sont sourdement endettés pour construire des aéroports, et qui paient cher les frais de maintenance ». Pour favoriser de nouvelles réussites et permettre à l'initiative privée de se développer, des

réformes en profondeur devraient être engagées au niveau régional et continental. Mais il y a aussi des tensions géopolitiques qu'il faudrait contenir.

La libéralisation effective du transport aérien, la baisse ou la suppression des visas, la baisse des tarifs, permettront à terme l'augmentation du trafic. Pour cela, il faut une détermination politique, un effet catalyseur, un soutien du commerce intra-africain et au tourisme - ce qui va constituer également un moteur d'emplois.

La nécessité de reformer à court terme, à l'horizon 2017 a été retenue après un énième état des lieux alarmant débattu lors de la 47e assemblée générale de l'Association des compagnies aériennes africaines (Afraa) à Brazzaville en novembre, après la déclaration de Yamoussoukro de 1988, qui appelait déjà à la création d'un espace aérien unique, réitérée en 1999. La mise en service en 2011, par le président congolais Denis Sassou N'Guesso de la compagnie Ecair qui a commencé à exploiter un réseau intra-africain composé de 12 destinations ne lève pas tous les obstacles. Il devrait reprendre son bâton de pèlerin pour parvenir à doter aux Africains d'un passeport unique, et pour la baisse voire la suppression des visas. Si « l'open sky » est une nécessité, il s'accompagne de la levée d'obstacles administratifs.

Noël Ndong

EN BREF

Mali

Poursuite des recherches pour retrouver la Française Sophie Pétronin, dirigeante d'une association d'aide à l'enfance, enlevée samedi à Gao, principale ville dans le nord du Mali, par des hommes armés. L'enlèvement n'a toujours pas encore été revendiqué.

Russie

La principale boîte noire de l'avion militaire russe qui s'est abîmé dimanche en mer Noire a été retrouvée et doit être transportée à Moscou pour y être déchiffrée. Sur le site du crash, les recherches se poursuivent pour retrouver les corps des 92 personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil.

Turquie.

Près d'une trentaine de policiers sont jugés lors du premier procès organisé à Istanbul contre des participants présumés au coup d'Etat manqué du 15 juillet visant à renverser le président Recep Tayyip Erdogan.

Syrie

L'armée syrienne poursuit ses opérations de ratissage et de déminage dans les ex-quartiers rebelles d'Alep, dont elle a récemment repris le contrôle total après l'évacuation des derniers insurgés.

Israël

Israël continue de réagir au vote d'une résolution de l'ONU sur la colonisation qui a provoqué de vives réactions politiques et diplomatiques de la part de l'Etat hébreu.

AFP

Avis de recrutement

Dans le but d'étendre et redynamiser son réseau de distribution, le quotidien "Les Dépêches de Brazzaville" portent à la connaissance du public brazzavillois qu'il recrute des revendeurs pour étoffer sa force de vente.

Toute personne intéressée est priée de se rapprocher de nos bureaux ou de nous contacter au : 06 800 76 36 / 05 595 34 94.

Réception :

- Lundi
- Mercredi
- Vendredi

10h00-12h00 / 15h00-17h00

REGI-BTP



A votre service

Bâtiment travaux publics, entretien nettoyage des bureaux, formation des conducteurs d'engins, formation des agents d'entretien et nettoyage, terrassement général, local et de masse.

Adresse : AV. Cités des 17 Moukondo B/ville

Tel : 06 671 55 63 / 01 971 55 63 / Email : regibtp@gmail.com

RCCM : 15A20018 / NIU : P201511000299

À VENDRE

Vend aux Plateaux des 15 ans R+1 (villa à étage) + annexe rue Louémé entre 16 è et Loutassi. Prix initial 280 millions. Prix de fin d'année 130 millions.

Contact : 01 600 22 42

TOYOTA YARIS

Moteur : Essence

Climatisée, très bon état

Téléphone : 06 625 40 64 / 05 615 25 96



INTERNET.ORG

RESTE CONNECTÉ SUR
FACEBOOK ET MESSENGER
MÊME SANS CRÉDIT

m.facebook.com



AG Partners

DIALOGUE II

La ligne rouge fixée au 31 décembre

Le Rassemblement entend reprendre les actions de rue après le 31 décembre si aucun accord politique n'est signé avant cette date.

Le temps presse. C'est le 30 décembre que les composantes aux discussions facilitées par la Cénco ont convenu de signer le fameux accord politique censé engager le pays sur la voie de la transition tout en dénouant une crise qui aura perduré depuis le dépassement par Joseph Kabila de son mandat constitutionnel. L'accord, à en croire des sources, serait déjà à portée de main. La majorité et l'opposition ont fini par mettre un bémol à leurs exigences en concédant sur divers points qui fâchent de sorte qu'aujourd'hui, un compromis politique est désormais possible. C'est le 28 décembre que le projet d'accord a été présenté officiellement à la Cénco par le groupe de quatre experts mis en place pour poursuivre les travaux en l'absence des évêques pris par leurs activités

ecclésiastiques dans le cadre de la fête de la Nativité.

Pour leur part, les prélats catholiques demeurent sereins et espèrent qu'un accord sera trouvé avant la fin de l'année, nonobstant les atermoiements ayant caractérisé les travaux sur fond des blocages et d'ajournements récurrents. Toutefois, d'aucuns pensent qu'on est encore loin de sortir de l'auberge, malgré les avancées déjà enregistrées. Une volte-face de la majorité est toujours redouté par le Rassemblement qui continue de camper sur ses exigences, celle de concéder à Joseph Kabila la présidence de la République pendant la période intermédiaire tout en prenant les commandes du gouvernement de transition avec pour finalité d'atteindre les objectifs liés à l'organisation des élections dans un délai de douze mois.

Des exigences jugées excessives par la majorité, d'autant plus que la même plate-forme de l'opposition lorgne également le comité de suivi de l'accord politique

dont elle réclame la direction avec un autre œil regardant sur l'exécutif des gouvernements provinciaux. Au niveau de la majorité, l'on continue de se méfier de ce qu'on considère comme une frénésie boulimique d'une opposition qui tient à jouer les premiers rôles durant la transition, alors qu'il a été convenu d'une gestion commune et partagée. Au Rassemblement, l'on se déclare prêt à renouer avec les actions de rue si et seulement si aucun accord n'est trouvé avant le 31 décembre. « *Nous n'allons pas nous éterniser dans des discussions interminables. Pour le Rassemblement, la ligne rouge c'est le 31 décembre. Si à cette date aucun accord n'est signé, nous allons tirer conséquence de la mauvaise foi de la majorité. Par conséquent, nous allons reprendre l'autonomie de nos actions. Face à un gouvernement têtu, notre moyen est la rue. Le peuple nous a toujours fait confiance* », a dit Peter Kazadi cité par actualités.cd.

Alain Diasso

LEVÉE DE L'IMMUNITÉ DE KYUNGU

Le G7 se dit prêt à tirer toutes les conséquences

Ce regroupement politique membre du Rassemblement regrette que du côté de la majorité présidentielle, «la machine continue à réprimer les membres de l'opposition et en particulier ceux du G7».

L'affaire continue à susciter des remous dans la classe politique. Gabriel Kyungu wa Kuwanza, député provincial de son état, vient de voir son immunité parlementaire être levée. C'est depuis le 27 décembre lors d'une plénière à l'Assemblée provinciale du Haut-Katanga que le sort de ce cadre du G7 - plate-forme politique de l'opposition dont les ténors sont issus de la majorité présidentielle - a été scellé. Sur les trente membres composant cette assemblée dont vingt-deux étaient présents, douze ont voté pour la levée de l'immunité et dix contre. Avec ce vote, le président de l'Unafec devient désormais attaquant sur le plan juridique et tenu de répondre au dossier qui lui colle à la peau depuis plusieurs mois déjà, celui d'outrage au chef de l'État.

Ce vote à l'Assemblée fait suite à une requête du procureur général de la République introduite en juin dernier dans laquelle il sollicitait la levée de l'immunité de Gabriel Kyungu qui aurait offensé le chef de l'État en tenant, lors d'une rencontre publique, des propos outrageants à son encontre, lesquels propos seraient contenus dans un enregistrement. Dans les milieux du G7 (regroupement politique affilié au Rassemblement), l'on regrette ce fâcheux dénouement qui tombe à un moment où les acteurs politiques devraient se garder de poser des actes susceptibles d'envenimer inutilement la situation au nom de la décrispation. Cette plate-forme condamne avec la dernière énergie la levée de l'immunité de son membre « *au moment*

où le Rassemblement est en négociations directes avec la majorité présidentielle sous la médiation de la Cénco pour régler, entre autres, les questions liées à



Gabriel Kyungu

la décrispation politique ». Pour Pierre Lumbi, un des cadres du G7, sa structure se réserve le droit de tirer toutes les conséquences de cette décision, si le pouvoir persiste « *à s'engluer dans sa funeste logique* ». Et d'ajouter : « *Nous sommes en pleines négociations. De part et d'autre, on doit faire des signaux de bonne volonté, de bonne foi pour décriper la situation. C'est ce que nous le G7 et le Rassemblement avons fait* ».

Du côté de la défense de Gabriel Kyungu, on est convaincu qu'il s'agit d'un montage grossier pour

se débarrasser d'un opposant politique. Ce, d'autant plus que le fameux enregistrement dont il est question n'a jamais été rendu public et dont l'incriminé a toujours contesté l'existence. Me Sonvil Mukendi, un de ses avocats cité par l'AFP, est formel : « *Nous fustigeons la manière de procéder*

dans cette levée d'immunité de Gabriel Kyungu, parce qu'il n'a jamais été entendu. On lui reproche d'avoir outragé le chef de l'État mais ce prétendu enregistrement sonore n'a jamais été présenté à l'assemblée provinciale (...) Kyungu n'a jamais reconnu avoir fait de telles déclarations, ce qui met en doute l'authenticité de cet enregistrement et devant le tribunal nous exigerons aussi la vidéo parce qu'avec les avancées technologiques, tout le monde peut imiter la voix de tout le monde ».

A.D.

JUSTICE

Dix-neuf militants de la Lucha relaxés à Goma et à Kinshasa

Le parquet près la grande instance de Goma a décidé mardi d'abandonner la poursuite contre dix-huit militants arrêtés, le 21 décembre, plus une autre militante libérée le même jour à Kinshasa.

Alors que le peuple congolais est en attente de l'accord politique devant sanctionner les assises du Centre interdiocésain, la nouvelle de la libération le 27 décembre à Goma de dix-huit militants du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha) sonne comme un signe de dégel censé décriper un climat social de plus en plus délétère. Une semaine après leur arrestation alors qu'ils manifestaient pacifiquement contre le maintien au pouvoir du président de Joseph Kabila, arrivé à la fin de son dernier mandat le 19 décembre, ces militants de la Lucha ont finalement été relaxés par le parquet près la grande instance de Goma.

Cette haute juridiction a décidé d'abandonner la poursuite contre ces détenus faute de preuve. Il a été établi que le sit-in qu'ils ont organisé le 21 décembre devant le gouvernorat de la province n'avait rien de pernicieux et n'avait aucune motivation subversive. « *Le parquet n'a retenu aucune charge contre ses camarades, même aucun procès n'a été ouvert* », a déclaré une source proche du Mouvement tout en se réjouissant de ce dernier développement. Dans la foulée, une autre militante de la Lucha, Gloria Senga, enlevée le 18 décembre à Kinshasa a aussi été libérée concomitamment avec ses camarades.

Toutefois, il y a quelques soucis à se faire comme l'a soutenu le responsable du Bureau conjoint de l'ONU aux droits de l'Homme (BCNDH), José Maria Aranaz, qui dit rester « *préoccupé par le sort de six à sept autres activistes pro-démocratie arrêtés de manière arbitraire depuis au moins une semaine* ». Il est fait état d'autres camarades encore poursuivis à Goma pour distribution des tracts à l'Institut supérieur de commerce et appel à la désobéissance à l'autorité. À Mbuji Mayi également, quelques militants de la Lucha se trouvent toujours sous les verrous et leur sort est loin d'être connu.

A.D.

FOOTBALL

La Fécofa demande à Bakonga de lever la suspension du championnat national

Une délégation de la Fédération congolaise de Football association (Fécofa) s'est entretenue, le 26 décembre, avec le nouveau ministre des Sports, Willy Bakonga, sur deux dossiers jugés urgents pour le football congolais. Composée du deuxième vice-président Jean-Didier Masamba Malunga, du troisième vice-président Roger Bondembe Bokanyanga, du secrétaire général Grégoire Ediba Elonga, du porte-parole Emmanuel Kande du président Constant Omari Selemani de la Fécofa et du sélectionneur des Léopards Florent Ibenge Ikwange. La Fécofa a d'abord présenté au ministre le dossier de la participation des Léopards à la 31e édition de la Coupe d'Afrique des nations prévue du 14 janvier au 8 février 2017 au Gabon. La RDC joue son premier match le 16 janvier prochain à Oyem contre les Lions de l'Atlas. Willy Bakonga a donné des assurances quant au soutien nécessaire du gouvernement à la sélection congolaise.

La délégation de la Fécofa a également sollicité la levée de la mesure de suspension de la 22e édition du championnat national de football. Avant de partir du gouvernement, l'ancien ministre Denis Kambayi avait pris la mesure d'arrêter cette compétition nationale pour diverses raisons, entre autres les violences dans les installations sportives. Attentionné mais aussi prudent, Willy Bakonga a demandé à être rassuré sur l'éradication des violences dans les stades. Notons que la suspension jusqu'au mois de février pourrait être préjudiciable pour le championnat qui doit terminer au plus tard le 30 mai afin de respecter la loi sportive.

Martin Engimo

53° COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Début du tour préliminaire le 18 janvier 2017 à Kinshasa

Les préliminaires de la 53e Coupe du Congo de football débutent le 18 janvier 2017 pour la ville de Kinshasa, a annoncé un communiqué du secrétariat provincial de la Ligue nationale de football (Lifkin) adressé à ses sociétaires et aux sportifs de la capitale RD-congolaise. Et l'on précise que la Ligue fixe à cinq cents dollars américains le droit de participation à cette compétition nationale de football. Ces frais sont payables au plus tard le 15 janvier 2017 à la trésorerie de la Lifkin qui tient à la réussite de cette compétition préliminaire. L'on rappelle que c'est le FC Renaissance du Congo qui s'était qualifié pour la phase finale de la 52e édition de la Coupe du Congo et qui, du reste, avait remporté le trophée pour représenter ensuite le pays à la Coupe de la Confédération. Le club tuteur par l'évêque et pasteur Pascal Mukuna de l'Assemblée chrétienne de Kinshasa (ACK) jouera son premier match de compétition africaine interclubs contre la formation gabonaise du FC Akanda.

M.E.

INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

Anatole Collinet Makosso en mission de contre-expertise à Pointe-Noire

A la tête d'une commission interministérielle d'évaluation, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation vient d'évaluer le niveau d'exécution des chantiers en cours de réalisation dans les écoles de Pointe-Noire et du Kouilou.

Anatole Collinet Makosso et les cadres des ministères de l'Urbanisme et de la Construction, de l'Équipement et des Travaux publics ainsi que les syndicats des entreprises et du ministère de l'Enseignement primaire ont, au total, visité les travaux en cours dans sept établissements scolaires de Pointe-Noire. La première étape de cette visite a été le lycée Pointe-Noire 2 où deux bâtiments de quatre salles chacun et la clôture sont en pleine réhabilitation. Le coût des travaux lancés en octobre et qui prendront fin en janvier prochain s'élève à 100 millions FCFA. Outre les deux bâtiments, le bloc administratif sera également réhabilité.

Le CEG Kwame Krumah, dans le 3e arrondissement Tié-Tié a été le deuxième site. Ici, les travaux confiés à la société GEC consistent à l'érection d'un mur de clôture de 202 m. Débutés le 1er octobre, la fin de ces travaux est prévue pour décembre. Le Centre d'éducation préscolaire Charles Mynnyngou, dans le 1er arrondissement Lumumba a reçu lui aussi la délégation du ministre. Les travaux de réparation concernent la réfection de la toiture, la peinture, le mur de la clôture, l'électricité et la construction des toilettes. Non loin de ce centre, se trouve l'école primaire qui porte le même nom. Là, la réhabilitation concerne le mur de la clôture, la peinture, pour un

coût global de 50 millions FCFA. Maître des travaux est NG Services, et le délai d'exécution est de 90 jours.

Au lycée de Mpaka, Anatole Collinet Makosso et sa suite ont procédé à la mise en service des trois bâtiments restés longtemps fermés. Un début de solution pour cet établissement où les effectifs étaient pléthoriques dans les salles. « C'est le minimum que nous sommes en train de faire. Ces enfants se plaignaient des conditions de travail. Il y avait près de 200 élèves par salle, aujourd'hui le nombre est descendu à environ 100 », a reconnu le ministre.

Le ministre a, enfin, visité le CEG Moe Poaty où l'on note la construction des aires de jeux, notamment le terrain de football et celui de handball et le mur de la clôture. « Vous avez dû re-

marquer que les opérateurs à qui nous confions ces missions exagèrent dans leur évaluation. On est surpris de constater que l'Etat a englouti d'importantes sommes d'argent pour la construction ou la réhabilitation des établissements scolaires, mais quand on va sur le terrain, les réalisations qu'on trouve ne sont pas en adéquation avec l'investissement qui a été effectué », s'est plaint le ministre.

Selon Anatole Collinet Makosso, il revient au gouvernement de ramener à la juste proportion les factures exagérées, car ces opérateurs économiques ont certainement profité de la négligence des autorités. « Ils ont profité d'un contexte pour faire ce qu'ils étaient en train de faire, maintenant qu'ils comprennent que désormais les choses ont chan-

gé, chaque fois qu'ils présenteront une facture au ministère, celle-ci fera l'objet d'une contre-expertise avant que le contrat ne soit signé et que le marché ne leur soit attribué », a-t-il martelé.

Revenant sur le bienfondé de cette mission, il a indiqué que cette commission interministérielle devra expertiser tous les travaux confiés aux opérateurs économiques. D'après le ministre en charge de l'Enseignement fondamental, on ne peut pas commander un travail et attendre le dernier jour pour venir inaugurer et relever les manquements. A la fin de ces descentes qui se poursuivront sur l'ensemble du pays, un rapport sera élaboré afin de permettre désormais d'évaluer de façon technique la dépense publique en matière d'éducation.

Parfait Wilfried Douniama

MARINE MARCHANDE

Les agents appelés au respect des règles déontologiques

A l'occasion d'un séminaire de sensibilisation tenu le 21 décembre dans le département de Pointe-Noire, les cadres et agents de la Fonction publique évoluant à la direction générale de la Marine marchande ont été appelés à s'arrimer aux règles disciplinaires du travail.

Ce séminaire de formation a eu pour objectifs, entre autres, de rappeler à chacun ses obligations et droits, en tant que fonctionnaire et citoyen congolais. Des objectifs que la directrice générale de la marine marchande, Colette Gandou, n'a pas

textes sur le régime disciplinaire de la Fonction publique initié par le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Gilbert Mokoki.

Après cette formation, elle estime que chacun prendra l'engage-



Une vue des participants

manqué de souligner dans son mot de circonstance.

« Nous avons bien voulu organiser ce séminaire, afin de faire de la Marine marchande congolaise une bonne administration pour nous et pour les générations à venir », a-t-elle déclaré.

Poursuivant son message, elle a rappelé aux participants les paroles du président de la République extraites de son discours prononcé au mois d'avril dernier, lors de son investiture, sur l'inauguration de la nouvelle République, lorsqu'il invitait chacun dans son domaine précis à créer la rupture avec les mauvaises manières d'agir et de servir l'Etat.

Pour vulgariser cette directive, le même message, a-t-elle poursuivi, a été relayé par le Premier ministre, les autres membres du gouvernement et les autorités locales. A titre d'illustration, elle a également cité l'appel du préfet de Pointe-Noire aux responsables des administrations et établissements publics sous tutelle, et la mise en place d'un recueil de

ment d'œuvrer « pour parfaire sa conduite professionnelle et changer aussi de mentalité ». En outre, elle a souhaité que les leçons d'éducation civique reçues aient un impact positif sur l'administration, car, a-t-elle ajouté, « notre administration a besoin, pour son développement, d'hommes intègres qui prônent les valeurs fondamentales comme la concorde et la paix, grâce auxquelles se consolide le progrès ».

A l'ouverture des travaux, le préfet de Pointe-Noire, Alexandre Honoré Paka a, pour sa part, appelé les responsables de la Marine marchande à plus de rigueur dans l'application des textes. « Le savoir être, le savoir-faire, c'est ce que l'on attend de vous en terme de rendement en contrepartie de votre revenu mensuel. J'en appelle à la rigueur de tous les responsables qui exercent le pouvoir de l'Etat d'appliquer les sanctions liées à l'observation des lois et règlements en vigueur », a exigé le préfet.

Yvette Reine Nzaba

AFFAIRES FONCIÈRES

Les géomètres invités à redorer le blason de la profession

Le ministre des Affaires foncières et du domaine public, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a invité le 28 décembre à Brazzaville, les géomètres à travailler dans le respect de la déontologie afin de redorer l'image de leur corporation, ternie par certaines pratiques déviantes.

« Il est de bon aloi que la profession que vous représentez évalue sa contribution dans le développement du Congo. Le géomètre-expert a une obligation de dignité, d'indépendance et de prudence », a-t-il lancé.

Le ministre des Affaires foncières a également souligné une certaine latence dans le bornage des espaces inappropriés par les géomètres. Ainsi, a-t-il invité les géomètres, au titre de l'année 2017, à « créer les conditions d'une bonne convivialité foncière ».

La législation foncière proscrit l'occupation illégale des zones sensées être de mises en défens. Le ministre Coussoud Mavoungou a informé les cadres et partenaires du département l'adoption à l'unanimité par le Parlement de la loi portant création de l'ordre national des géomètres-experts.

De son côté, le directeur gé-



Le ministre des Affaires foncières échangeant avec les géomètres, Photo Adiac.

néral des affaires foncières, du cadastre et de la topographie, Alphonse Ndinga Koula a estimé que cette loi apportera une nouvelle impulsion à la profession des géomètres.

« L'avènement de l'ordre national des géomètres que nous appelons de nos vœux depuis plus de deux décennies permettra de mettre en place un cadastre numérique au Congo », a-t-il dit.

La loi relative à la création de l'ordre des géomètres-experts régleme- nte non seulement la

pratique du métier de géomètre mais aussi l'ouverture des cabinets privés de géomètre. Elle devrait favoriser la protection et la sécurisation des ressources foncières publiques et privées.

Répondant à l'appel du ministre des Affaires foncières, les géomètres, les notaires, les huissiers, les architectes et les représentants des terriens du Congo ont formulé des propositions, en vue de mettre un terme aux actes de délinquance domaniale observés dans le pays.

Christian Brice Elion

TÉLÉPHONIE MOBILE

Le groupe Azur télécom s'installe en France

Présente au Congo, au Gabon et en RCA, la société de téléphonie mobile, Azur télécom, vient de lancer son réseau en France.

Au cours d'une conférence de presse ce mercredi 28 décembre, le président directeur général du groupe congolais, Bruno Obambi, a

indiqué qu'en ouvrant son réseau en France, sa société entend rapprocher l'Afrique centrale de sa diaspora. La prochaine destination, d'après Bruno Obambi, sera le Cameroun, la RD. Congo et toute l'Europe.

Fiacre Kombo

DIASPORA

L'association Partage, vingt ans de solidarité entre la France et le Congo

Lancée à la suite d'une visite de l'hôpital de Mindouli, l'association Partage a été créée, il y a vingt ans. Depuis maintenant deux décennies, elle œuvre à la création de ponts solidaires entre le Congo et sa diaspora installée en France.



Session d'initiation à l'informatique pour tous à Zanaga au Congo Brazzaville (Crédit photo : Marie Alfred Ngoma)

1996, quelques mois après une visite de l'hôpital de Mindouli, « où les malades étaient hospitalisés dans des conditions inhumaines », une assemblée constituante était convoquée pour mettre en place les textes fondamentaux de l'association dénommée à l'époque « Mindouli Espoir du Congo ». Une dénomination trop partielle qui se transformera vite en « Partage ».

Parallèlement, les Congolais de France découvrent des forums citoyens organisés à Vigneux-sur-seine. De cette localité du département de l'Essonne débutent des initiatives pour venir en aide aux populations congolaises, telles que la collecte de livres pour la création d'une bibliothèque à Mindouli. A l'issue des années blanches découlant de la guerre civile au Congo, l'association Partage permet, en 2000, à une douzaine d'étudiants de poursuivre leurs études professionnelles et universitaires en France. Ainsi, sont formés: des boulangers-pâtisseries; pédiatres; cadastres... Pour ne citer que ces exemples parmi d'autres. Dans le cadre de son volet « Intégration », l'association constitue une cellule visant à faciliter les démarches administratives à destination des familles congolaises et se distingue avec la rédaction de récits de vie de réfugiés auprès de l'OFPPA.

En 2005, la France connaît une flambée de violences dans les banlieues. L'association Partage participe à la création du Conseil représentatif des associations noires en sigle CRAN. Dix ans après, l'association est toujours membre du conseil d'administration du CRAN présidé par Louis-Georges Tin. « En vingt ans, l'association a permis d'établir un pont entre les Congolais vivant en France et leur pays d'origine. Nous avons été de toutes les initiatives de plateforme associatives pour un regard sur le Congo : coopération Essonne-Département du Pool ; coopération Essonne-Département du Niari ; mise en place de Synergies et Développement de l'Afrique -SDA - pour ne citer que ces initiatives », résume la direction de l'association, fière également de la mise en place dès 2006, de l'initiative de l'appropriation des outils informatiques au Congo. Ajoutant, « Nous avons élevé le numérique en priorité de développement et nous avons été suivis. Nos efforts ont été toujours accompagnés par le soutien du Groupe Atos Origin à qui nous exprimons toute notre reconnaissance en tant qu'entreprise citoyenne ».

Camille Delourme

TCHAD/ FRANCE

Visite surprise de Bernard Cazeneuve et Jean-Yves Le Drian à N' Djamena

Dans le cadre de l'opération Barkhane, le Premier ministre français Bernard Cazeneuve, et le ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, se rendront le 29 décembre en République tchadienne, pour rencontrer sans doute des soldats français en mission sur ce territoire.

Les soldats français traquent les jihadistes, sécurisent les zones où sévissent des groupes armés, forment les militaires locaux et appuient leurs camarades maliens, nigériens et tchadiens dans le sahel. C'est le cas lors de l'opération Garikou. L'enjeu : maintenir une coopération transfrontalière sans faille ; apporter un appui opérationnel et humain ; accompagner les forces maliennes, nigériennes et tchadiennes, faire en sorte qu'elles deviennent autonomes le plus possible ; sécuriser les zones affectées par les actions des groupes terroristes qui poursuivent leur harcèlement. Cette visite marque aussi la solidarité des dirigeants français vis-à-vis de leurs soldats. Il s'agit aussi de montrer la détermination de la France à faire libérer des otages, tels que la Française, docteur Sophie Pétronin - elle dirigeait une ONG chargée d'assister les enfants mal nourris au sein de « l'association Aide à Gao », enlevée le 24 décembre à Gao au Mali, par un groupe d'hommes armés.

Sa disparition allonge la liste des Français enlevés par des jihadistes, au nombre de 13 officiellement, dont certains seraient morts. Six autres occidentaux seraient toujours entre les mains des groupes armés ou tués.

Noël Ndong

BOXE DES PHARAONS RÉNOVÉE

La Fédération adopte son plan d'actions 2017

Les conseillers fédéraux ont récemment validé l'agenda retraçant les actions à mener lors de la prochaine saison sportive afin d'optimiser la performance des athlètes et des équipes.

La Fédération congolaise de boxe des pharaons rénovée que dirige Jean Samba s'est fixé plusieurs objectifs au titre de l'année 2017. Le programme d'activités de la structure prévoit, entre autres, la participation aux réunions de sensibilisation des points focaux de la discipline à travers le continent, en vue de la tenue du Congrès constitutif de l'organisation africaine de ce sport. Ce qui permettra d'accentuer la visibilité de la discipline dans les pays africains où elle n'est pas jusque-là pratiquée. « Notre objectif est de faire en sorte que la boxe des pharaons rénovée devienne un sport de compétition. Pour cela, il faudra que la discipline



Le présidium du conseil fédéral lors de l'adoption du plan d'actions. Crédit photo Adiac soit pratiquée au moins dans cinq pays », a expliqué le président de la Fédération. Par ailleurs, dans le but d'améliorer la performance des athlètes et des équipes, la fédération a prévu de tout mettre en oeuvre pour obtenir le matériel et les équipements nécessaires. « La préparation de qualité dépend, entre autres, de la qualité du matériel de travail », a expliqué Jean Samba. Par ailleurs, l'équipe nationale participera à la première édition du championnat de la Zone 4 (Afrique centrale). Il n'y a pas que la compétition sous-régionale que vise la Fédération congolaise de boxe des pharaons rénovée. « Nous devons être présents aux 12^{es} Jeux africains à Malabo, en Guinée Equatoriale en 2019 », a indiqué le président de la structure qui estime que la fédération qu'il dirige devra rompre avec l'amateurisme.

Rominique Nerplat Makaya

FÉDÉRATION CONGOLAISE D'ATHLÉTISME

Les entraîneurs exhortés à mieux suivre les athlètes

Jean Baptiste Ossé, nouveau président de la Fédération congolaise d'Athlétisme (FCA), a échangé avec les techniciens en charge de la formation des compétiteurs dans les clubs. Il a demandé à ces derniers de jouer pleinement leur partition pour rendre les athlètes plus performants, capables de réaliser les minima...

« J'ai confiance en vous, entraîneurs, qui êtes des faiseurs de champions », a dé-



Jean Baptiste Ossé s'adressant aux entraîneurs d'athlétisme. Crédit Adiac

claré le président de la FCA, Jean Baptiste Ossé, lors de l'entrevue avec ces derniers. Le travail qu'effectuent les entraîneurs, selon lui, permettra à la Fédération de tenir bon face aux défis qui pointent à l'horizon. Il faut préparer les athlètes aux compétitions, développer en eux la marque de la gagne,

former d'autres « Franck Elemba » à même de bien assurer la relève, a insisté M. Ossé qui connaît bien les arcanes de la Fédération puisqu'il en était le secrétaire général adjoint.

Le directeur technique national, Victor Tamba, a rassuré le nouveau président de la Fédération sur ce qu'il sait déjà, probablement. « Nos athlètes sont capables de gla-

de changer les méthodes de travail qui ne les ont pas arrangés durant l'olympiade passée. A cette époque-là, les athlètes étaient souvent convoqués à des compétitions, au niveau de la Fédération, sans que les entraîneurs qui les suivent dans les clubs ne soient informés. Ce qui a conduit aux contre-performances de certains d'entre eux. Jean Baptiste Ossé a pris acte des doléances formulées par les entraîneurs.

En rappel, au cours de la saison sportive (2016-2017), les athlètes congolais prendront part à plusieurs compétitions, dans toutes les catégories. D'abord, la 3^e édition des Championnats d'Afrique des cadets, dont la date reste à déterminer. Puis, la 20^{ème} édition des Championnats d'Afrique seniors (du 22 au 26 juin) à Durban, en Afrique du sud. Aussi, la 13^e édition des Championnats d'Afrique juniors (du 12 au 15 mai) en Algérie, bien avant les 8^{ème} Jeux de la Francophonie en Côte d'Ivoire (du 21 au 30 juillet). Au plan local, il y aura les Championnats nationaux des minimes et cadets (5 au 6 avril), juniors et seniors (1er au 4 septembre), en dehors des autres compétitions.

R.N.M.